

La “climate smart agriculture” une agriculture livrée à la finance carbone et aux multinationales

L'Alliance globale pour l'agriculture climato-intelligente a été lancée, le 23 septembre 2014, à l'occasion du Sommet mondial pour le climat organisé par Ban Ki-moon à New-York. Le gouvernement français a décidé de rejoindre cette alliance lors de son lancement. Cette alliance conclut plusieurs années d'efforts de la FAO et de la Banque mondiale pour imposer à l'agenda international cette notion d'agriculture climato-intelligente, avec le cadre idéologique et les politiques qu'elle implique.

Derrière l'image raisonnable et vertueuse d'une agriculture favorable au climat, priorité est donnée aux biotechnologies et à la compensation carbone plutôt qu'aux savoir-faire et pratiques des paysans qui protègent le climat et l'environnement. Alors que Stéphane Le Foll, ministre français de l'Agriculture, ne manque pas une occasion pour affirmer que sa priorité est de soutenir l'agroécologie, le gouvernement a décidé en effet de rejoindre une alliance internationale – dont les documents de présentation n'évoquent jamais l'agroécologie – qui fait la part belle aux organismes génétiquement modifiés (OGM), à la finance carbone et à des techniques inappropriées promues par les lobbies techno-industriels, qui ont fait de l'agriculture leur nouveau terrain d'expansion et de valorisation. Une alliance combattue par une grande majorité des ONG¹ et mouvements sociaux, y compris le principal mouvement international paysan, la Via Campesina².

coordonné par Attac France et la Confédération Paysanne
rédaction Maxime Combes, Suzie Guichard, Josie Riffaud et Geneviève Azam
maquette Stéphane Dupont
mars 2015



Une solution magique pour accroître les rendements, renforcer la résilience et réduire les émissions de gaz à effet de serre !

L'agriculture climato-intelligente est présentée par les documents officiels comme reposant sur trois piliers³, qui sont mis en avant tant comme des principes d'action que comme des résultats attendus. Sont supposés pouvoir être menés de front, conjointement et en synergie :

1. une augmentation durable et équitable de la productivité agricole et des revenus ;
2. une plus grande résilience des systèmes alimentaires et des moyens de subsistance tirés de l'agriculture ;
3. la réduction et/ou l'élimination des émissions de gaz à effet de serre liés à l'agriculture.

Les promoteurs de cette notion avancent les arguments suivants : pour nourrir les neuf milliards d'êtres humains attendus en 2050, il faudrait augmenter la production agricole de 60 % d'ici 2050. Or, le secteur agricole représente déjà environ 14% des émissions globales – près de 25 % si l'on inclut l'ensemble des usages des sols – du fait de ses rejets de méthane (élevage et sols), de protoxyde d'azote (fertilisation azotée et gestion des déjections animales) et de dioxyde de carbone (consommation d'énergie). Enfin, l'agriculture est très sensible aux conséquences des dérèglements climatiques et elle influe directement sur les capacités de stockage biologique du carbone, notamment dans les sols. L'agriculture climato-intelligente pourrait résoudre ces trois défis conjointement et simultanément.



L'image qu'utilise la FAO pour promouvoir l'agriculture intelligente face au climat (source FAO, *Climate Smart Agriculture Success Stories*)

Les axes de travail de l'Alliance internationale

L'Alliance⁴ prévoit d'agir pour modifier l'environnement juridique et institutionnel et les politiques publiques en matière agricole, aussi bien au niveau international que régional et local : les programmes de sécurité alimentaire et d'aide au développement évolueraient de façon à encourager la mise en œuvre de technologies, pratiques et systèmes agricoles climato-intelligents. Les gouvernements, les collectivités locales, le secteur privé, les institutions etc. sont invités à adopter des plans volontaires et des dispositifs qui encouragent la mise en œuvre de programmes d'agriculture climato-intelligente. L'Alliance ambitionne également de réorienter les financements publics et privés sur de tels programmes : le Fond international de développement agricole (IFAD) et la Banque mondiale ont annoncé que 100 % de leurs porte-feuilles d'investissement dans l'agriculture – environ 11 milliards de dollars – seraient "climato-intelligents" d'ici 2018. Y compris les financements destinés aux agricultures les plus pauvres. Enfin, l'Alliance veut développer la recherche et l'innovation technologique et contribuer à la sensibilisation, la vulgarisation et l'assistance technique⁵. Le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI ou CGIAR en anglais pour *Consultative Group on International Agricultural Research*), membre de l'alliance, allouera plus de dix milliards de dollars sur dix ans pour des projets de recherche en la matière.

- 1 Voir cette déclaration de plusieurs dizaines d'ONG internationales : Corporate-Smart Greenwash: why we reject the Global Alliance on Climate-Smart Agriculture <http://www.climatesmartagconcerns.info/rejection-letter.html>
- 2 Via Campesina, Démasquer l'agriculture intelligente face au climat, <http://viacampesina.org/fr/index.php/les-grands-ths-mainmenu-27/agriculture-paysanne-durable-mainmenu-42/1003-demasquer-l-agriculture-intelligente-face-au-climat>
- 3 Voici la définition que donne la FAO de la "climate smart agriculture" : "Agriculture that sustainably increases productivity, resilience (adaptation), reduces/removes greenhouse gases (mitigation), and enhances the achievement of national food security and development goals", *Climate-Smart Agriculture Sourcebook*, FAO, 2013, p. 548, <http://www.fao.org/docrep/018/i3325e/i3325e.pdf>
- 4 Voir le document-cadre disponible sur le site de la FAO : <http://www.fao.org/climate-smart-agriculture/download/40866-0c9e778d91d19de0edba36c41b66491ad.pdf>
- 5 Y compris le développement de nouvelles métriques

Les membres de l'Alliance

L'Alliance internationale pour l'agriculture climato-intelligente, dont la FAO et la Banque mondiale sont à l'initiative, regrouperait⁶ désormais soixante-quatorze membres. Aux pays moteurs des années précédentes, se sont notamment ajoutés les Etats-Unis, la Suisse, l'Espagne et donc la France. On y trouve des multinationales comme Danone, des alliances professionnelles comme l'Alliance internationale des industries de la fertilisation ou encore le "Fertilizer Institute" dont est membre Yara, la plus grosse entreprise mondiale d'engrais. Le Conseil mondial des entreprises sur le développement durable (WBCSD en anglais), qui regroupe de très nombreuses multinationales, en fait également partie. Des ONG de conservation comme l'IUCN (International Union for Conservation of Nature), Nature Conservancy ou l'Environmental Defense Fund ont également rejoint l'alliance, ainsi que des universités (de Californie, du Missouri, du Colorado) et des centres de recherche tels que le CIRAD⁷. Le lobby des multinationales des biotechnologies CropLife⁸, comprenant des multinationales comme Monsanto et Syngenta, mais aussi McDonalds, sont impliqués dans les initiatives autour de l'agriculture climato-intelligente et sont régulièrement invités lors des conférences internationales organisées sur le sujet⁹.

Agriculture et changement climatique

Le réchauffement climatique est à l'origine de nombreux défis pour les différents systèmes agricoles et alimentaires de la planète. La transformation des saisons, l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des phénomènes climatiques extrêmes, l'élévation de la température moyenne constituent des dangers pour le maintien de pratiques agricoles dans bon nombre de régions de la planète et pour les capacités de subsistance de centaines de millions de petits paysans qui vivent de leur production, souvent avec des moyens limités. Les dérèglements climatiques touchent également les productions d'exportation industrialisées : les rendements mondiaux de maïs et de blé ont été respectivement réduit de 3,8% et 5,5% depuis 1980 par rapport à ce qu'ils auraient été en l'absence des dérèglements climatique¹⁰. L'adaptation des systèmes agricoles aux impacts des dérèglements climatiques est donc un défi majeur. Les systèmes agricoles et alimentaires sont également source de gaz à effet de serre. Certains plus que d'autres. Au total, l'agriculture mondiale représente près de 14 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre dont la majorité proviennent de méthodes industrielles de production agricole et des modes de consommation des pays riches. L'utilisation d'engrais azotés, notamment artificiels, sont fortement émetteurs : ils libèrent du protoxyde d'azote, un gaz à effet de serre trois cents fois plus puissant que le dioxyde de carbone. Il est plus que douteux de laisser Yara et Syngenta, dont les modèles économiques dépendent de la vente de ces engrais azotés, participer à l'alliance pour l'agriculture climato-intelligente. Les élevages intensifs sont également fortement émetteurs de gaz à effet de serre, et les régimes alimentaires hautement carnés des populations les plus riches de la planète contribuent donc fortement au réchauffement climatique.

Origine : une Alliance qui vient de loin

C'est lors de la première Conférence mondiale sur l'agriculture, la sécurité alimentaire et le changement climatique¹¹ organisée à La Haye (Pays-Bas) en novembre 2010, à l'initiative des Pays-Bas, de l'Ethiopie, du Mexique, de la Nouvelle-Zélande, de la Norvège et du Vietnam, en collaboration avec la FAO (Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation) et la Banque Mondiale, que la première feuille de route en faveur de l'agriculture climato-intelligente a été rédigée.

⁶ Liste des membres au 19 janvier 2015 : <http://foris.fao.org/preview/42196-01e5a219d926c5f169170aa545c52fd9c.pdf>

⁷ <http://www.cirad.fr/actualites/toutes-les-actualites/articles/2014/institutionnel/le-cirad-rejoint-l-alliance-globale-pour-l-agriculture-climato-intelligente-gasca>

⁸ CropLife International est la fédération internationale des multinationales de biotechnologie en matière agricole, regroupant BASF, Bayer CropScience, Dow AgroSciences, DuPont, FMC Corp, Monsanto, Sumitomo, Syngenta etc.

⁹ La branche Amérique de CropLife a rejoint l'alliance nord-américaine pour l'agriculture climato-intelligente <http://www.croplifeamerica.org/news/cla/2315-CropLife-America-Joins-the-North-American-Climate-Smart-Agriculture-Alliance>

¹⁰ AFP, 2011, Le réchauffement climatique a réduit la production mondiale de maïs et blé, <http://www.ladepeche.fr/article/2011/05/06/1075829-rechauffement-climatique-reduit-production-mondiale-ble.html>

¹¹ Voir la feuille de route qui en est issue : <http://archive.today/skKwj>

Depuis, une deuxième conférence s'est tenue en septembre 2012 au Vietnam, et une troisième en Afrique du Sud en décembre 2013. C'est à cette occasion, à Johannesburg, que Ban-Ki Moon a appelé¹² les "dirigeants mondiaux" à s'impliquer dans le lancement de cette alliance mondiale à l'occasion du Sommet sur le climat de septembre 2014. Entre temps, des projets-pilote, principalement dans les pays du Sud, dans des régions aux cultures agricoles peu intensives et faiblement émettrices de gaz à effet de serre ont été financés, y compris par l'Union européenne, et sont en cours de réalisation. Divers guides de référence et recueils des "success stories" ont été rédigés, notamment par la FAO¹³.

La vitrine des success stories

La FAO a regroupé ce qu'elle considère comme les dix réussites¹⁴ de l'agriculture climato-intelligente. Ces projets ont été menés uniquement dans des pays du Sud (Chine, Tanzanie, Andes, Malawi, Vietnam, Zambie, Inde, Nigéria, Nicaragua etc.). Ils figurent dans un imposant document de la FAO, présenté comme le guide de référence¹⁵ de l'agriculture climato-intelligente. Pour la FAO, ces dix réussites indiquent le chemin à suivre pour "répondre à la demande des neuf milliards de personnes qui devraient vivre sur la planète en 2050", tout en contribuant positivement à la lutte contre les dérèglements climatiques et en assurant la capacité des systèmes de production alimentaire à supporter les dérèglements climatiques à venir (augmentation des températures, augmentation de la fréquence et de l'intensité des phénomènes climatiques extrêmes, etc.). Aussi bien le cadre général que les cas choisis ne semblent susciter aucune question : c'est toujours une image raisonnable et vertueuse¹⁶ qui accompagne leur présentation.

Des choix orientés vers l'accroissement des rendements

Des dix *success stories* mises en avant par la FAO, on ne compte aucun projet d'agroécologie. Les conférences mondiales organisées dans le cadre de l'agriculture climato-intelligente n'ont pas donné la parole aux organisations paysannes promotrices de pratiques d'agroécologie et d'agroforesterie, favorables à la souveraineté alimentaire¹⁷. A lire le guide de référence de la FAO, on comprend que l'usage d'intrants chimiques (engrais, pesticides, herbicides...) et d'organismes génétiquement modifiés n'est pas exclu, pas plus que la production d'agrocarburants industriels. La mise au point de variétés à hauts rendements, y compris à travers les biotechnologies et le génie génétique, est au contraire présentée comme ayant des effets positifs sur la sécurité alimentaire et l'adaptation aux dérèglements climatiques¹⁸. Les effets sur la réduction des émissions de gaz à effets de serre seraient quant à eux "incertains". La FAO fait de la course à de nouveaux gains de productivité agro-industrielle la clef de voûte de la possibilité d'assurer la sécurité alimentaire, notamment dans la perspective de l'augmentation de la population mondiale.

Alors que les processus de modernisation agricole des décennies passées ont stérilisé les sols, détruit l'humus, fait disparaître beaucoup de paysans, et enrichit les firmes agro-industrielles, l'idée persiste selon laquelle il faudrait moderniser et rendre "intelligentes" les agricultures paysannes. On comprend dès lors pourquoi les dix "success stories" mises en avant par la FAO concernent les seuls pays du Sud, et principalement des régions aux systèmes agricoles peu intensifs. A l'inverse, on ne compte aucun exemple de conversion agroécologique réalisée au cœur des systèmes agricoles intensifs du Nord et du Sud. Comme si ces agricultures les plus intensives, étaient déjà climato-intelligentes. Elles contribuent pourtant fortement aux dérèglements climatiques, à la permanence de modèles de production et de consommation insoutenables et à la disparition d'agricultures paysannes fortement créatrices d'emplois et faiblement émettrices.

¹² <http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=46671&Cr=climate+change&Cr1=#.UyritF7Z5uU>

¹³ Voir le guide de référence, long de 570 pages : <http://www.fao.org/climatechange/climatesmart/fr/> et le recueil des "Success Stories" : <http://www.fao.org/3/a-i3817e.pdf>

¹⁴ *Climate Smart Agriculture Success Stories* - <http://www.fao.org/3/a-i3817e.pdf>

¹⁵ Long de 570 pages, il n'existe qu'en anglais, mais une présentation en français de la FAO est disponible ici : <http://www.fao.org/climatechange/climatesmart/fr/>

¹⁶ Voir cette infographie en français de la FAO qui présente l'agriculture intelligente en matière de climat de manière très positive : <http://www.fao.org/climatechange/30660-0cf261a2bbdca831dca115e7b1f11ece4.pdf>

¹⁷ Voir par exemple les intervenants de la troisième conférence <http://afconference.agric.za/speakers> et les objectifs assignés à cette conférence : <http://afconference.agric.za/about>

¹⁸ Voir par ex. p. 224 dans le tableau "Summary of CSA practices and technologies for mixed farming systems".

Séquestrer le carbone dans les régions agricoles au Sud...

Une importance considérable est donnée à un certain type de projets supposés favoriser la séquestration du carbone. Pour l'américain Robert Zoellick, ancien Président de la Banque mondiale, c'est une évidence. Avec "des politiques appropriées en termes de séquestration de carbone dans le sol, 13 à 14 % des émissions de gaz à effet de serre pourraient être captées", ce qui permettrait "d'améliorer la productivité des sols et des semences" à travers "un jeu gagnant-gagnant entre le captage du carbone dans les sols et la productivité agricole"¹⁹. Un projet mené par la FAO, notamment financé par l'Union européenne, consiste à promouvoir des pratiques agricoles climato-intelligentes au Malawi, au Vietnam et en Zambie. Alors que ces trois pays comptent pour presque rien dans les émissions de gaz à effet de serre à l'échelle de la planète, la FAO et l'UE veulent identifier les opportunités spécifiques à chaque pays pour séquestrer le carbone et mettre en œuvre des mécanismes innovants afin d'attirer des investissements internationaux. Un projet similaire au Kenya, financé par le Biocarbon Fund Project de la Banque mondiale, a conduit à débloquer beaucoup d'argent pour les intermédiaires et techniciens supposés apporter les bonnes pratiques, peu pour les paysans, et a généré des effets négligeables en matière climatique²⁰. En effet, le stockage du carbone dans le sol est très volatile et ne peut être garanti à long terme. En outre, l'augmentation des températures mondiales et l'évolution des taux d'humidité sont susceptibles de modifier assez nettement la quantité de carbone stockée dans les sols, à moyen et long terme.

... pour alimenter les marchés volontaires du carbone ?

Les partisans d'une agriculture climato-intelligente affirment que la compensation carbone pourrait à la fois financer l'adaptation aux dérèglements climatiques, la sécurité alimentaire et la réduction des émissions de gaz à effets de serre. Ainsi un des projets pilote mis en avant par la FAO consiste à restaurer des prairies dégradées en raison d'un pâturage excessif dans la province de Qinghai (Chine), via des financements basés sur les marchés volontaires du carbone. Sélectionné pour son "grand potentiel de séquestration du carbone", ce projet consiste à mettre en œuvre une méthodologie standardisée de comptabilisation du carbone séquestré dans le sol. Plutôt que de le mesurer directement, une pratique très coûteuse, la FAO a mis au point des modèles de simulation qui permettraient d'estimer les transferts de CO₂ entre l'air et le sol. Réduisant considérablement les coûts, une telle méthodologie standardisée pourrait faciliter grandement l'accès de tels projets aux marchés carbone. Comme l'affirme le rapport de la FAO, "la méthode de comptabilisation du carbone des prairies sera applicable à des projets de pâturage soutenables dans le monde entier". Discutable, cette méthodologie pourrait donc être exportée dans des régions autres que celle où elle a été expérimentée. Avec de tels projets, l'accaparement de terres par des investisseurs internationaux pour mener des opérations de compensation carbone, phénomène déjà observé²¹, pourrait s'aggraver. Dans le même temps, toutes les régions considérées comme des puits de carbone insuffisants, ou non rentables, seraient délaissées. Par ailleurs, la faillibilité et l'instabilité des marchés et dispositifs de compensation carbone²² fragilisent les programmes mis en œuvre et, surtout, hypothèquent la survie des cultures vivrières locales auxquelles la Banque mondiale et la FAO veulent appliquer de tels programmes.

Prééminence des solutions techno-scientifiques

Egalement à l'origine d'un recueil²³ de "success stories" sur les projets d'agriculture climato-intelligente, le CGIAR (Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale) promeut une série de solutions techno-scientifiques en contradiction avec les projets d'agroécologie paysanne et les pratiques de souveraineté alimentaire : des cultures tolérantes aux herbicides pour contribuer à la lutte contre les dérèglements climatiques et à la résilience (Success story No.3), un maïs génétiquement modifié tolérant aux sécheresses pour améliorer la sécurité alimentaire de millions de paysans africains.

¹⁹ Déclarations de 2011, lorsqu'il était président de la BM <http://www.brettonwoodsproject.org/art.shtml?x=568881>

²⁰ Pour une présentation en français, voir *La nature n'a pas prix, les méprises de l'économie verte*, Attac France, éd. Les Liens qui libèrent, 2012, p. 107

²¹ Voir ce cas au Libéria où la production d'huile de palme par un investisseur malaisien devait être compensée carbone : <http://www.bastamag.net/Crime-environnemental-sur-la-piste>

²² Voir par exemple la déclaration *Il est temps de mettre fin au marché carbone européen*, <https://france.attac.org/actus-et-medias/le-flux/articles/il-est-temps-de-mettre-fin-au-marche-du-carbone-europeen>

²³ http://publications.cta.int/media/publications/downloads/1752_PDF_2.pdf

(Success story No.4), le développement d'assurances contre les intempéries pour aider les paysan.ne.s à échapper à la pauvreté (Success story No.7), etc. En résumé, ce sont les OGM et mécanismes financiers innovants qui sont supposés sauver les paysan.ne.s et la planète des dérèglements climatiques. Aux modèles agricoles traditionnels, aux savoirs et compétences, à l'autonomie jugés inappropriés et désuets, est opposée une agriculture capable de s'appuyer sur les compétences, savoirs et techniques d'experts académiques et privés. Par l'intermédiaire d'expertises techniques, de l'utilisation des big data, des dernières innovations techno-scientifiques de mesures d'émissions ou de stocks de CO₂ (le tout générant principalement des revenus pour des cabinets d'études privés), vont être promues des pratiques et variétés culturales à hauts rendements, tolérantes à des herbicides ou aux sécheresses : les biotechnologies et le génie génétique sont mis en avant pour leurs effets supposés positifs sur la sécurité alimentaire et l'adaptation aux dérèglements climatiques. Par ailleurs, les agriculteurs sont encouragés à se doter d'outils d'assurance et de prévision afin de résister aux intempéries climatiques.

Les négociations internationales sur le changement climatique

L'attention portée sur l'agriculture climato-intelligente est en lien avec les négociations de l'ONU sur le changement climatique. La menace que fait peser le réchauffement climatique mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire mondiale fut l'un des éléments qui a justifié la création de la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Les agricultures des pays du Sud et les populations qui vivent de cultures vivrières sont en effet particulièrement vulnérables face aux conséquences des dérèglements climatiques, sans avoir forcément les moyens d'y faire face. Le soutien aux stratégies d'adaptation qui viendraient renforcer la capacité de résilience des paysan.ne.s et de leurs systèmes alimentaires sont donc de la plus haute importance. De leur côté, les pays aux agricultures les plus industrialisées et les plus compétitives sur les marchés internationaux, et généralement les plus émettrices d'émissions de gaz à effet de serre, ne semblent pas enclins à vouloir modifier leurs propres systèmes agricoles. Si à ce jour, l'agriculture ne constitue pas un secteur de négociation à part entière, un programme de travail a été proposé par l'organe technique de la CCNUCC, le SBSTA, qui prévoit de poursuivre son travail en 2015 et 2016. Dès lors, les initiatives visant à promouvoir l'agriculture climato-intelligente, notamment l'Alliance internationale lancée en septembre 2014, pourraient constituer un espace parallèle de négociations sur ce sujet pour imposer une vision très spécifique, et très discutable, de la façon d'articuler les enjeux agricoles et climatiques. Ces projets pourraient également être mis en avant pour laisser penser qu'un "agenda des solutions" avance en matière de lutte contre les dérèglements climatiques, alors que ces projets d'agriculture climato-intelligente ne font, au mieux, que déplacer les problèmes.

Soutenir de véritables solutions innovantes

Comme le revendique la Via Campesina²⁴ "*nous les paysan.ne.s, nous pouvons refroidir la planète*". Encore faut-il promouvoir et mettre en œuvre de véritables alternatives qui soient en mesure de transformer le cœur des modèles de production et de consommation agricoles, et non de faire perdurer les vieux modèles qui nous ont conduit dans l'impasse. Parmi les expériences à soutenir et promouvoir, en ce qu'elles s'inscrivent clairement dans un paradigme alternatif de souveraineté alimentaire et de relocalisation de la production et de la consommation, il s'agirait par exemple :

- de supprimer les engrais azotés de synthèse, et plus généralement les intrants chimiques, dont la production est fortement émettrice de gaz à effets de serre, au profit de pratiques agro-écologiques, biologiques et paysannes, et de permaculture, qui assurent le maintien de la fertilité du sol et de sa capacité à stocker du carbone sur le long terme ;
- de satisfaire les besoins des populations à travers la production et la consommation de produits locaux et sains, promus par des politiques de relocalisation et de résilience, créatrices d'emplois de qualité, et permettant d'éviter le transport de marchandises ;
- de transformer profondément les agricultures industrialisées et orientées à l'exportation, du Nord comme du Sud, d'abandonner les projets de libéralisation des marchés agricoles au sein de l'OMC et des accords bilatéraux de libre-échange, et de restaurer les capacités publiques de protéger leurs marchés et leurs filières agricoles locales ;

²⁴ La Via Campesina est un mouvement international d'organisations de petits et moyens paysans, de travailleurs agricoles, de femmes rurales, de communautés indigènes d'Asie, des Amériques, d'Europe et d'Afrique, qui a vu le jour en 1993. <http://viacampesina.org/>

– de mobiliser les financements publics nécessaires pour mettre en œuvre ces véritables plans de transition agricole.

Les projets de l'agriculture climato-intelligente sont incompatibles avec cette transition. Ils ne font qu'entériner la continuité d'un modèle productiviste, habillé des nouvelles biotechnologies, des techniques de manipulation et de recréation du vivant et de l'ingénierie financière qui prospère sur la crise écologique.

Conclusion

Au regard des documents et déclarations qui fondent aujourd'hui l'Alliance internationale de l'agriculture climato-intelligente, il est difficile d'y voir autre chose que la volonté d'étendre la compensation carbone à l'agriculture, tout en essayant de labelliser "climat" la poursuite d'une intensification de l'agriculture mondiale. L'agriculture climato-intelligente entend en effet résoudre les questions sociales et politiques inhérentes à la transition vers des modèles agricoles et alimentaires soutenables, par le recours à des technologies dites "intelligentes" et à l'ingénierie financière. Elle reprend les arguments, vieux d'un demi-siècle, sur la "modernisation" agricole, dont l'objectif était de faire de l'agriculture un secteur industriel comme les autres, avec les conséquences sociales et écologiques qui sont maintenant parfaitement documentées. Les pratiques agricoles intensives et industrielles, pourtant les plus néfastes sur le climat et sur la vulnérabilité agricole, y compris en matière de diversité agricole, ne sont pas écartées. Les projets et les *success stories* mis en avant ne comportent aucun critère social ou environnemental qui garantisse l'intérêt des projets. Les savoirs et les pratiques culturelles paysannes sont minorés et délégitimés et les nombreuses expériences qui existent déjà dans le monde, souvent à une échelle significative, sont ignorées. Un rôle central est confié à la finance carbone et aux investisseurs financiers. Les dispositifs ont pourtant démontré leur inefficacité et leur incapacité à générer une transition post-carbone. Il n'y a aucune raison qu'il en soit autrement dans l'agriculture.